104=EurasiaInfo=jan2017 Début de janvier 2017

Nicolas Bárdos-Féltoronyi :

**Géopolitique de l’UE face à l’Eurasie et face aux pays proches[[1]](#footnote-1)**

*Désormais et à partir de ceux publiés depuis 1999, tous les numéros d’EurasiaInfo peuvent être consultés sur mon site internet : www.bardosfeltoronyi.eu !*

Table des matières

[**Que se passe-t-il dans le concert des grandes nations ou puissances?** 1](#_Toc471119860)

[*Les relations américano-russes, un siècle de théories géopolitiques au service du pouvoir*, Emmanuel Boulan, in : *L’Opinion*, 1 Décembre 2016 (extraits) 1](#_Toc471119861)

[*Entente entre Moscou, Ankara et Téhéran* 3](#_Toc471119862)

[*Un monde en voie d'enfermement ?* 5](#_Toc471119863)

1. [**Les pays d’Europe adhérés ou en adhésion à l’UE** 6](#_Toc471119865)

[*Einführung eines Kindergelds - Die polnische Regierung setzt auf die Familie* 6](#_Toc471119866)

[**B. L’Ukraine, le Bélarus et la République moldave** 10](#_Toc471119867)

[*Immixtions américaine au Bélarus* 10](#_Toc471119868)

[*Un plan de l’Otan pour intervenir en Bosnie-Herzégovine, vraiment ?* 11](#_Toc471119869)

[**C. La Turquie** 12](#_Toc471119870)

[*Les gazoducs se multiplient, notamment en faveur de l’Europe occidentale* 12](#_Toc471119871)

[**D. La Caucasie méridionale** 12](#_Toc471119872)

[*Wirtschaftskrise in Aserbaidschan - Das bedrohte Königreich* 12](#_Toc471119873)

[*L’équilibre des forces au Haut-Karabakh : frictions, dissuasion et risque de déflagration* 15](#_Toc471119874)

[**E. L’Asie centrale** 15](#_Toc471119875)

[**F. L’Iran** 17](#_Toc471119876)

[*L’Iran annonce la prise de contrôle du détroit d’Ormuz!* 17](#_Toc471119877)

[*Le capital international s’intéresse à l’Iran, malgré la pression américaine* 18](#_Toc471119878)

[**G. Dimensions géoéconomiques** 19](#_Toc471119879)

[*US banks face clash over EU regulations - Requirement to set up European holding companies is at odds with American rule* 19](#_Toc471119880)

[*La Turquie propose de faire fi du dollar dans les échanges avec Russie, Chine et Iran,* 19](#_Toc471119881)

[*Teilverkauf von Russlands Erdölriese - Glencore und Katar steigen bei Rosneft ein* 20](#_Toc471119882)

[*Les nouveaux actionnaires asiatiques d’Areva, groupe nucléaire français* 22](#_Toc471119883)

[*Chinas Währungspolitik - Dollar verliert an Bedeutung* 22](#_Toc471119884)

[*Die 500 reichsten Personen der Welt* 23](#_Toc471119885)

[**H. Calendrier électoral** 23](#_Toc471119886)

[**H. Publications récentes** 25](#_Toc471119887)

## **Que se passe-t-il dans le concert des grandes nations ou puissances?**

## 

## *Les relations américano-russes, un siècle de théories géopolitiques au service du pouvoir*, **Emmanuel Boulan, in : *L’Opinion*,** 1 Décembre 2016 (extraits)

**Pour ce début de l’année 2017, voici une petite leçon géopolitique séduisante pour des apprentis sorciers:**

L’annulation de la visite de Vladimir Poutine à Paris le 19 octobre 2016 est une étape supplémentaire dans les tensions entre la Russie et les pays occidentaux, Etats-Unis en tête. Alors que certains parlent déjà de guerre froide depuis la crise ukrainienne de 2014 et l’intervention très contestée en Syrie, ces tensions sont l’occasion de remettre au goût du jour les théories géopolitiques qui opposent depuis le début de XXème siècle la puissance continentale à la puissance navale, le contrôle du centre du continent au contrôle des périphéries. La géopolitique du siècle dernier nous permet alors de mieux comprendre les crises d’aujourd’hui car l’objectif est toujours le même: contenir l’ours russe.

**Le Heartland de Mackinder : l’île face au continent**

Selon Yves Lacoste, géographe français, la géopolitique est « l’étude des rivalités de pouvoir et d’influence sur un territoire donné ». Pour expliquer un conflit ou les décisions d’un pays comme la Russie, il faut arriver à se détacher de nos idées préconçues, héritées de notre éducation, notre culture ou notre histoire. Et ceci afin d’adopter une vision de la situation que certains trouveraient impartiale et juste et d’autres cynique et cruelle. Les décisions russes, et par opposition les réactions américaines, ne doivent pas trouver leur explication seulement dans le droit international ou dans la mégalomanie d’un homme, mais plutôt dans l’étude de la géopolitique, l’analyse des axes de compréhension. Au premier rang desquels la méfiance des pays occidentaux envers la Russie, symbole de la puissance continentale au centre de l’Eurasie.

Cette appréhension s’exprime en 1904 à travers un article du géographe britannique Mackinder (1861-1947) pour la Royal Geographical Society. Au début du XXème siècle, le Royaume-Uni domine économiquement et politiquement en s’appuyant principalement sur sa puissance navale qui lui permet de sécuriser le commerce et d’être le gendarme du monde. Malgré la pauvreté et les retards sociaux et économiques de la Russie de 1900, Mackinder s’en méfie car il réalise l’importance stratégique du territoire russe, à cheval entre l’Europe et l’Asie. En 1919, il résume sa théorie en trois phrases :

« Qui contrôle l’Europe de l’Est, contrôle le Heartland // Qui contrôle le Heartland, contrôle l’Ile-Monde // Qui contrôle l’Ile-Monde, contrôle le Monde »

Si l’Europe de l’Est paraît assez claire géographiquement, les deux autres termes semblent plus obscurs. Selon Mackinder, le Heartland est la zone qui s’étend de l’Arctique aux plaines d’Europe orientale, soit le territoire de l’Empire Russe au début du XXème siècle. Cet espace se trouve au cœur de l’Ile-Monde qui regroupe l’Europe, l’Asie et l’Afrique. La position insulaire du Royaume-Uni l’écarte de cet ensemble géographique et cet écart constitue un danger, face à une puissance continentale impossible à contenir. Selon Mackinder, si le Royaume-Uni n’arrive pas à empêcher l’expansion de la Russie notamment vers l’Ouest, il perdra son statut dominant. Ses idées ont eu un écho très important à Londres, et l’éclatement voulu de l’Europe de l’Est par les vainqueurs de la Première Guerre Mondiale en est un exemple. La création des états Baltes et de la Pologne ou l’éclatement de l’Empire Austro-Hongrois avaient pour objectif de créer une zone tampon entre l’Europe de l’Ouest et la Russie qui connaissait pourtant la révolution bolchévique.

**Le Rimland de Spykman : le fondement de la politique américaine pendant la Guerre Froide**

La montée en puissance des Etats-Unis au détriment du Royaume-Uni n’a pas fait disparaître cette théorie fondamentale. Les Américains se sont appropriés le rôle des insulaires menacés par une potentielle puissance continentale. La théorie de Mackinder fut reprise par le géopoliticien américain Nicholas Spykman (1893-1943). Selon lui, Mackinder se trompe sur l’importance du Heartland. Il considère également que la clé de la domination en Eurasie se trouve dans les zones périphériques : Europe de l’Ouest, Moyen-Orient, Inde et Asie du Sud Est. Il appelle cela le Rimland et résume sa théorie ainsi :

« Qui contrôle le Rimland, contrôle l’Eurasie // Qui contrôle l’Eurasie, contrôle la destinée du monde »

Cette réflexion va avoir un écho considérable durant l’ensemble de la guerre froide. Pour contrôler l’URSS, les Etats-Unis doivent l’empêcher de se développer vers les périphéries de l’Eurasie et d’avoir accès aux mers chaudes. On parle de doctrine du « containment ». Le but est d’encercler l’URSS en nouant des alliances avec les pays limitrophes. Ce prisme donne un axe de compréhension supplémentaire à l’engagement américain en Corée et au Vietnam, à son soutien à l’Europe de l’Ouest, à la Turquie, au Pakistan ou au Japon, mais aussi à sa présence importante au Moyen-Orient.

Après la chute de l’URSS et l’effondrement économique et politique de la Russie pendant les années 90, l’intégration des anciennes démocraties populaires et des états Baltes à l’OTAN, le soutien économique de l’UE à l’Ukraine ou la Géorgie étaient la consécration de la maîtrise du Rimland par l’Occident. La Russie n’était plus la priorité de Washington qui pouvait se concentrer sur l’Asie avec la doctrine du pivot asiatique en 2011 face à l’affirmation politique de la Chine et les tensions avec ses voisins. Cependant, l’émergence d’un monde multipolaire depuis quelques années s’est traduite par la contestation de l’hégémonie américaine. La Russie renaît alors de ses cendres sur la scène internationale à travers la crise ukrainienne. La théorie de Spykman donne alors un éclairage différent à ces tensions.

**L’Ukraine, une pièce maîtresse de l’échiquier géopolitique**

L’ingérence russe en Ukraine est indéniable et critiquable mais totalement prévisible face à l’intégration discutée du pays dans l’UE mais surtout dans l’OTAN. Ce pays est un atout économique, politique et stratégique (accès important à la mer Noire) pour la Russie. Pour Moscou, l’OTAN avait dépassé la ligne rouge en voulant intégrer l’Ukraine. Les anciennes républiques soviétiques à l’exception des états Baltes restent la sphère d’influence de la Russie grâce aux liens économiques, politiques et historiques. Cette zone est appelée l’Etranger proche. A l’image des Etats-Unis qui, en 1823, ont instauré la doctrine Monroe (du nom du président américain de l’époque), interdisant aux européens d’intervenir dans les affaires « des Amériques » sous peine de représailles…

A l’aube des années 2010, les Etats-Unis ont certes redéployé leurs efforts vers l’Asie Pacifique sous l’impulsion de la Secrétaire d’Etat Clinton, mais l’OTAN a persévéré dans sa volonté d’intégration des anciennes démocraties populaires de l’Europe de l’Est et des ex-républiques soviétiques. Le sommet de Bucarest en 2008 a officialisé la candidature de l’Ukraine et de la Géorgie, les chefs d’Etat et de gouvernement annonçant même dans leur déclaration finale : « Aujourd’hui, nous avons décidé que ces pays deviendraient membres de l’OTAN » sans pourtant indiquer de date. Cette organisation, le bras armé des Etats-Unis en Europe, représente la sécurité pour les petits pays et l’obstacle à une nouvelle expansion russe vers l’Europe de l’Est…

Outre les dimensions culturelle et économique d’un pays en crise depuis la chute de l’URSS, les théories du Rimland nous offrent donc un autre éclairage du conflit en Ukraine. Il faut contenir la Russie et s’attaquer à ce qui fut son berceau en provoquant le retrait militaire russe de la base militaire de Sébastopol en Crimée, siège de la Flotte de la mer Noire et accès aux mers chaudes, notamment la Méditerranée. Il s’agit d’un atout stratégique indéniable pour toute puissance qui veut peser sur la scène internationale. Le conflit en Ukraine est donc aussi une confrontation entre les Etats-Unis qui veulent porter un coup important à la volonté hégémonique russe et la Russie qui veut profiter de ces tensions pour avancer ses pions dans le reste du monde, retrouvant ainsi sa gloire d’antan et faisant oublier les difficultés économiques et sociales structurelles du pays. Cela semble fonctionner : depuis 2014, la présence du Kremlin est de nouveau indispensable dans toutes les négociations internationales notamment en Syrie…

Le conflit en Ukraine est un exemple contemporain de ces théories. On y retrouve toujours les mêmes objectifs : asseoir son leadership dans les régions périphériques et permettre une force de projection grâce à un accès direct aux mers chaudes. Cependant, l’élection de Donald Trump, qui semble préférer une politique extérieure moins interventionniste, pourrait changer la donne en Europe et modifier le rôle de l’OTAN en se désintéressant relativement des sphères d’influence de chaque pays, dont l’Etranger Proche russe. L’Amérique semble prête à se détourner de ses théories qui ont influencé les relations internationales depuis plus d’un siècle.

## *Entente entre Moscou, Ankara et Téhéran*

Au 20 décembre 2016, des dirigeants russes, turcs et iraniens ont signé à Moscou une déclaration qui, selon eux, annonce la fin de la guerre lancée par Washington en Syrie. Après la reprise d'Alep par l'armée syrienne, appuyée par Moscou contre des milices islamistes armées par les EUA, ces trois pays continuent à améliorer leurs relations, malgré l'assassinat lundi de l’ambassadeur de la Russie en Turquie, Andrei Karlov.

Le ministre russe à la Défense, Sergei Shoigu, lors d’une réunion avec son homologue iranien Hossein Dehghan, a balayé les initiatives américaines et européennes en Syrie, déclarant que « les tentatives d’accord sur les efforts conjoints entrepris par les États-Unis ou leurs partenaires étaient vouées à l’échec... Aucun d’entre eux n’a exercé d’influence réelle sur le terrain ». Les responsables turcs ont salué l’initiative russe, finalisant ainsi le revirement abrupt de la politique étrangère turque, qui avait appuyé l'opposition islamiste au début de la guerre. « Nous observons une opération très réussie pour libérer l’est d’Alep des combattants, l’évacuation des familles de l’opposition d’Alep », a déclaré le ministre turc de la Défense nationale, Fikri Işık.

Avec ses homologues russe et iranien, Sergei Lavrov et Javad Zarif, le ministre turc des Affaires étrangères Mevlüt Çavuşoglu a déclaré que la coopération entre la Russie, la Turquie et l’Iran avait « produit des succès définitifs » à Alep, et qu’il espérait « l’étendre à d’autres districts de la Syrie ». L’expulsion de l’opposition islamiste d’Alep et la collaboration naissante entre Moscou, Ankara et Téhéran marquent un revers pour Washington et ses alliés européens. Depuis cinq ans, Washington tente de renverser le président syrien Bashar al-Assad en soutenant les milices islamistes, puis aussi des milices nationalistes kurdes en Syrie.

La Turquie est un allié des EUA au sein de l’OTAN, mais Ankara réagit à la victoire du régime syrien, de la Russie et de l’Iran à Alep en se rapprochant visiblement de Moscou. En lançant l'enquête turco-russe sur le meurtre de Karlov, le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré qu’Ankara et Moscou « ne permettraient à personne de nuire aux relations turco-russes ». Des responsables turcs anonymes ont déclaré aux médias que Moscou et Ankara « savent » tous deux que le mouvement de l'islamiste exilé Fethullah Gülen était derrière l’assassinat de Karlov. Cela a provoqué une réaction du secrétaire d’État américain John Kerry, qui a critiqué « le discours provenant de Turquie sur l’implication ou le soutien américain, tacite ou non, pour cet assassinat horrible hier, en raison de la présence de M. Gülen ici aux États-Unis ».

Depuis 2012, l’OTAN a exprimé à maintes reprises son inquiétude face à une éventuelle rupture entre la Turquie et ses alliés occidentaux, alors qu'Ankara critiquait le soutien de Washington pour les nationalistes kurdes, traités de terroristes par l'Etat turc. En 2015, après l'offensive de l’État islamique (EI) en Syrie et en Irak, Washington a fondé les Forces démocratiques syriennes. Ainsi il a fait du parti de l’Union démocratique kurde (PYD), la branche syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et de sa milice, les unités de protection du peuple, ses principaux mandataires en Syrie. Cela a terrifié Ankara, qui considère le séparatisme kurde en Turquie et dans la Syrie voisine comme une menace existentielle.

Le gouvernement turc zigzague entre ses « alliés » dans l’OTAN et les grandes puissances eurasiennes, la Russie et la Chine. Erdogan a déclaré à plusieurs reprises que la Turquie pourrait adhérer à l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS) dirigée par la Chine, affirmant que cela permettrait à Ankara « d’agir plus librement ». Cela a suscité une vive réaction de la part de l’OTAN. En visite à Istanbul en novembre 2016, le Secrétaire général de l’OTAN, Jens Stoltenberg, a déclaré : « Je suis sûr que la Turquie ne fera rien pour nuire à la défense commune... et à l’unité de l’OTAN ».En décembre, les Premiers ministres russe et turc, Dmitri Medvedev et Binali Yildirim, se sont rencontrés à Moscou. Ils ont convenu que « la normalisation de la situation syrienne est une tâche prioritaire pour nos pays et qu’elle aidera certainement l’ensemble de la région, sans parler de la Syrie, qui affronte actuellement une situation très compliquée ».

Le 6 décembre, Yildirim a critiqué l’OTAN pour avoir « hésité » et « traîné les pieds » en Syrie : « On échange des politesses sur la défense de la civilisation contre le terrorisme. Mais les grands réseaux terroristes qui nous menacent aujourd’hui opèrent au-delà des frontières ». Il a traité l’initiative turco-russe de « front international puissant et uni pour éradiquer le terrorisme ». Erdogan semble aussi espérer que Trump aura une ligne plus « douce » sur la Russie et offrira à la Turquie une plus grande marge de manœuvre. S’adressant au Daily Sabah, le 5 décembre, Çavuşoglu a dit : « Avec l’Administration Trump est une adminstration avec laquelle nous pourrions coopérer », affirmant que Trump est « pragmatique. Beaucoup de nos opinions se ressemblent ».

\* \* \*

Début de décembre 2016, le gouvernement turc a ratifié l’accord russo-turc portant sur la mise en place du gazoduc Turkish Stream, du *Flux turc*. Par après, le président Eerdogan a signé la loi sur la mise en place du gazoduc. L’accord en question a été conclu entre la Russie et la Turquie le 10 octobre 2016. Le gazoduc comprendra deux conduites passant par le fond de la mer Noire et dotés d'une capacité de 15,75 milliards de mètres cubes de gaz chacun. Un des tubes assurera les importations de gaz naturel russe en Turquie, tandis que le second devra acheminer du combustible bleu vers les pays européens via le territoire turc. Selon le premier ministre russe Dmitri Medvedev, ce nouvel itinéraire permettra de garantir les consommateurs européens des risques de perturbation dans les livraisons de gaz. Les deux tubes du gazoduc seront mis en exploitation avant fin 2019.

\* \* \*

[Syria crisis](https://www.ft.com/indepth/syria-crisis) - A new balance of power in the Middle East, in: FT, by: [David Gardner](https://www.ft.com/comment/columnists/david-gardner), December 28, 2016 (extraits): Russia and Iran have had a good year confounding their adversaries in the Middle East. Officials from Russia, Iran and Turkey were preening themselves earlier this month ahead of a trilateral meeting in Moscow of foreign and defence ministers, to discuss Syria [after Aleppo](https://www.ft.com/content/62ce25c2-b648-11e6-961e-a1acd97f622d). Were they inviting their US counterparts? No. A realpolitik parley is no place for Panglossian procrastinators who, furthermore, would spoil the triumph of Russia and Iran as they savour the destruction of rebel Aleppo and the salvage of a rump state for Bashar al-Assad, their Syrian client. Turkey, to be fair, was more focused on the realpolitik than the triumphalism. Ankara has had to give up its support for Sunni rebels trying to topple the Assad regime, and [move towards Russia and Iran](https://www.ft.com/content/bed0de7a-9139-11e6-a72e-b428cb934b78) to prevent Syrian Kurdish fighters allied with insurgent Turkish Kurds from consolidating a self-governing entity along its borders…

*Un monde en voie d'enfermement ?*, Bruno Tertrais (\*), in : *Ouest-France*, 5/12/2016 (extraits).

...Nous ne vivons décidément pas dans le « monde sans frontières » annoncé par les prophètes de la globalisation, au tournant des années 1990. Face à la libéralisation du commerce, à l'accroissement de la circulation des biens et des personnes, mais aussi aux trafics, aux migrations et au terrorisme, les États veulent désormais reconquérir leur souveraineté. Et les associations qui militent pour la disparition des frontières (telle que [No Borders](http://www.ouest-france.fr/nord-pas-de-calais/pas-de-calais/migrants-calais-des-manifestants-radicaux-responsables-des-heurts-3832570), très active à Calais) ne recueillent guère de soutien dans les opinions. Ce phénomène touche d'abord le monde occidental. Il est lié à ce que l'on appelle le « retour du populisme »…

Lorsque Trump dit « Les gens veulent voir des frontières », il exprime un sentiment largement partagé. Des murs (en fait, souvent de simples barrières) sont érigés en Europe. Ce ne sont pas de nouveaux « murs de Berlin » : le rideau de fer était conçu pour empêcher les peuples de sortir, non pour les empêcher d'entrer... Le Moyen-Orient et l'Asie ne sont pas à l'écart du mouvement. Sur la péninsule arabique, on cherche à délimiter des frontières longtemps floues, qui passent dans des espaces désertiques. En Asie centrale et en Asie du sud, de nouvelles barrières sont érigées. D'ici à 2025, il devrait y avoir une soixantaine de « murs » dans le monde. Soit sans doute quelque 15 % des frontières terrestres.

Les frontières sont plus résilientes qu'il n'y paraît. Toutes les nouvelles frontières reconnues ont été calquées sur des limites régionales préexistantes ; on ne « trace » plus de frontières terrestres entièrement nouvelles, comme on le faisait jusqu'au début du XXe siècle. Dans le monde d'aujourd'hui, changer ces frontières de manière arbitraire ou unilatérale, c'est s'exposer à l'isolement, aux sanctions, voire à l'action militaire.

En juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage de La Haye a rendu une décision fondamentale : elle a donné tort à la Chine, qui estime que toutes les eaux adjacentes à son territoire lui appartiennent. Ce retour des frontières n'est pas irréversible, mais c'est un phénomène profond et durable. Certes, « de bonnes barrières font de bons voisins », comme disait le poète américain Robert Frost. Mais il faut souhaiter que ce mouvement ne devienne pas synonyme d'enfermement, d'égoïsme et de retour au protectionnisme. Ce serait coûteux pour tous.

------------------

(\*) Directeur adjoint, Fondation pour la recherche stratégique. Auteur, avec Delphine Papin, de L'Atlas des frontières. Murs, Conflits, Migrations (Les Arènes, 2016).

# **Que se passe-t-il dans « l’étranger proche »[[2]](#footnote-2) » de l’UE ?**

## **A.Les pays d’Europe adhérés ou en adhésion à l’UE[[3]](#footnote-3)**

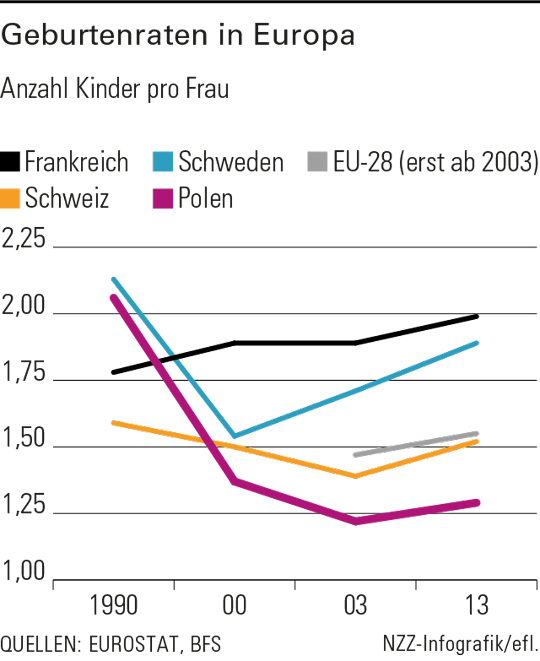
*Einführung eines Kindergelds - Die polnische Regierung setzt auf die Familie*, in: NZZ, von Meret Baumann, 22.12.2016 (extraits)

**La situation en Pologne est contrastée. Certaines mesures favorables aux familles nombreuses sont bien accueillies. D’autres mesures par contre rencontrent une résistance croissante. Mais la popularité du régime néoconservateur-nationaliste reste intacte : ± 1/3 de la population le soutient comme aux élections générales 2015.**

Trotz dem Streit mit der EU und autoritären Zügen sind die Nationalkonservativen in Polen populär – auch dank dem neuen Kindergeld. Aber hilft die Familienförderung auch wirklich den Frauen?...

Die Reform «500+»[[4]](#footnote-4) war das wichtigste Wahlkampfversprechen der PiS, das zu ihrem Sieg vor einem Jahr beitrug (vgl. Kasten). Seit dem 1. April können Eltern für ihr zweites und jedes weitere Kind bis zum 18. Altersjahr monatlich die finanzielle Unterstützung in Anspruch nehmen. Für das erste oder einzige Kind sind nur Familien mit einem Einkommen von weniger als 800 Zloty pro Monat und Kopf bezugsberechtigt. Ziel des Programms ist neben Armutsbekämpfung primär die Erhöhung der sowohl im regionalen wie im EU-Vergleich sehr tiefen Geburtsrate (siehe Grafik). Zudem profitiert vor allem die ländliche, katholisch-konservative Mittelschicht mit ihren grösseren Familien von «500+» – die typische Klientel der PiS…

In ländlichen Gebieten habe «500+» das Leben von Familien dramatisch verändert und insbesondere kinderreichen Eltern aus prekären Verhältnissen geholfen, sagt auch Malgorzata Druciarek. Die Soziologin leitet seit vier Jahren das Observatorium für Gleichberechtigung am Institut für öffentliche Angelegenheiten in Warschau und findet, es sei höchste Zeit gewesen, dass der Staat sich der Familien angenommen habe. Damit sei Polen in der europäischen Normalität angekommen, zuvor seien Kinder immer als reine Privatsache betrachtet worden.



Allerdings glaubt Druciarek nicht, dass durch die Reform das primäre Ziel – eine höhere Geburtenrate – erreicht werden kann. Umfragen zeigten regelmässig, dass Frauen als Grund gegen (weitere) Kinder das Fehlen des entsprechenden Wohnraums sowie die Schwierigkeit, Beruf und Familie in Einklang zu bringen, angäben, erklärt sie. Transferzahlungen reichten allein nicht aus, entscheidend sei die Investition in institutionelle Kinderbetreuung. Diesbezüglich hat sich die Situation in Polen in den letzten Jahren zwar leicht verbessert, sie ist aber immer noch katastrophal. 80 Prozent der Gemeinden des Landes bieten keine Krippenplätze für Kinder unter drei Jahren….

Internationale Vergleichsdaten zeigten, dass die Geburtenrate in jenen Ländern hoch ist, in denen Frauen aktiv seien auf dem Arbeitsmarkt, erklärt Druciarek. [Frankreich und Schweden etwa verzeichnen hohe Fertilitätsraten](http://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/6917833/KE-BM-15-003-EN-N.pdf/76dac490-9176-47bc-80d9-029e1d967af6), gleichzeitig liegt der [Beschäftigungsgrad bei Frauen im erwerbsfähigen Alter](http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?query=BOOKMARK_DS-053312_QID_-4AAC19A_UID_-3F171EB0&layout=SEX,L,X,0;GEO,L,Y,0;AGE,L,Z,0;UNIT,L,Z,1;TIME,C,Z,2;INDIC_EM,L,Z,3;INDICATORS,C,Z,4;&zSelection=DS-053312INDIC_EM,EMP_LFS;DS-053312AGE,Y15-64;DS-053312TIME,2015;DS-053312UNIT,PC_POP;DS-053312INDICATORS,OBS_FLAG;&rankName1=UNIT_1_2_-1_2&rankName2=AGE_1_2_-1_2&rankName3=INDICATORS_1_2_-1_2&rankName4=INDIC-EM_1_2_-1_2&rankName5=TIME_1_0_0_0&rankName6=SEX_1_2_0_0&rankName7=GEO_1_2_0_1&rStp=&cStp=&rDCh=&cDCh=&rDM=true&cDM=true&footnes=false&empty=false&wai=false&time_mode=ROLLING&time_most_recent=true&cfo=%23%23%23%2C%23%23%23.%23%23%23&lang=en) in Frankreich bei 60 und in Schweden sogar bei 74 Prozent. In Polen sind es dagegen nur knapp 57 Prozent. Da das Kindergeld im europäischen Vergleich kaufkraftbereinigt hoch ausfällt, könnte es vor allem für Frauen im Niedriglohnsektor einen zusätzlichen Anreiz setzen, zu Hause zu bleiben. Netto beträgt der Mindestlohn für eine Vollzeitstelle derzeit knapp 1300 Zloty. Rechnet man allfällige Kosten für Fremdbetreuung ein, kann eine Frau mit zwei Kindern schon deutlich besser dastehen, wenn sie auf einen solchen Job verzichtet.

[Das Center for Economic Analysis in Szczecin schätzt denn auch](http://www.cenea.org.pl/index.php?option=com_content&view=article&id=207%3Aceneawp0116&catid=25%3Acenea-working-paper-series&Itemid=45&lang=en), dass sich in den kommenden Jahren aufgrund von «500+» rund 240 000 Personen aus dem Arbeitsmarkt zurückziehen, in überwältigender Mehrheit Frauen. Anzeichen sind bereits erkennbar. Grzegorz Baczewski vom Arbeitgeberverband Lewiatan erklärt, im vergangenen Quartal sei eine erhöhte Mobilität auf dem Arbeitsmarkt festgestellt worden und viel mehr Unternehmen als in derselben Periode des Vorjahres berichteten von Frauen, die kündigten, sowie von Schwierigkeiten, Personal zu finden.

So beliebt das Kindergeld in der Bevölkerung auch ist, mittelfristig sei es gerade für Frauen nachteilig, erklärt die Soziologin Druciarek. Das Rentenkapital derjenigen, die keiner Arbeit nachgingen oder ihr Pensum reduzierten, verringere sich empfindlich – erst recht, wenn die Regierung das Frauenrentenalter tatsächlich wie angekündigt wieder auf sechzig Jahre senken sollte. Zudem zementiere «500+» faktisch die Betreuungsrolle der Mütter, statt jene des Staates zu stärken, und fördere damit ein traditionelles Familienmodell, wozu auch die Anhebung des Schuleintrittsalters von sechs auf sieben Jahre durch die PiS beigetragen habe. Das sei nicht nur aus emanzipatorischer Sicht problematisch, sondern auch schlecht für die demografische Entwicklung, sagt sie überzeugt.

Ein Strauss von sozialen und institutionellen Reformen

bam. ⋅ Die heftigen Proteste letztes Wochenende gegen den Plan, Journalisten den Zutritt zum Parlament zu verwehren, und die grossen Demonstrationen zuvor gegen ein komplettes Abtreibungsverbot trügen. Die Regierung der nationalkonservativen Partei Recht und Gerechtigkeit (PiS) geniesst gut ein Jahr nach ihrer Vereidigung nach wie vor hohe Popularität. [Laut einer vom Institut CBOS in der ersten Dezemberhälfte durchgeführten Umfrage](http://thenews.pl/1/9/Artykul/284245,Governing-party-retains-significant-lead-in-polls) kommt die PiS auf 36 Prozent, fast so viel wie bei der Wahl im Oktober 2015, derweil die stärkste Oppositionskraft, die Bürgerplattform, nur 16 Prozent auf sich vereint.  
  
Zahlreiche Sozialreformen tragen zur grossen Zustimmung bei, das im Februar beschlossene Kindergeld (vgl. Haupttext) ist nur die bekannteste. Im Sommer verabschiedete das Parlament ein Gesetz zur Erhöhung des Mindestlohns auf umgerechnet 3 Franken pro Stunde, im September folgte die Einführung kostenfreier Medikamente für über 75-Jährige. Und im November [wurde die Senkung des von der liberalen Vorgängerregierung erhöhten Rentenalters von 67 auf 65 Jahre für Männer und auf 60 Jahre für Frauen](http://www.nzz.ch/wirtschaft/senkung-des-rentenalters-polens-regierung-verraet-die-jungen-ld.129089) vom Parlament verabschiedet. Die Regierung erfüllte damit ihre wichtigsten Wahlversprechen.  
  
Angesichts dessen sehen breite Bevölkerungsschichten über die umstrittenen institutionellen Reformen hinweg. Im Fokus der internationalen Kritik steht der Streit um das Verfassungsgericht, in dem die EU Warschau nun eine neue Frist setzte. Aus Sicht der Regierung ist der Konflikt aber beigelegt: Staatspräsident Andrzej Duda hat die von der PiS im letzten Dezember nominierte Richterin Julia Przylebska am Mittwoch als neue Gerichtspräsidentin vereidigt – nur einen Tag nachdem er sie als kommissarische Geschäftsführerin eingesetzt hatte. Dass sie so die laut einem Urteil von der PiS vor einem Jahr rechtswidrig ernannten Richter offiziell zum Gremium zulassen konnte, war entscheidend dafür, dass sie gewählt werden konnte. Die Basis legten drei neue Gesetze, die Duda in der Nacht zum Dienstag unterzeichnet hatte, an deren Verfassungsmässigkeit aber Zweifel bestehen. Die EU verlangt eine gerichtliche Überprüfung der Gesetze und dass einstweilen der von der Vorgängerregierung ernannte Vizepräsident das Gericht führt.

## **B. L’Ukraine, le Bélarus et la République moldave**

## *Immixtions américaine au Bélarus*

**Comme en Ukraine avant le coup d’Etat parlementaire en février 2014, les journalistes bélarusses bénéficient désormais de la formation et du financement par et aux EUA. Cela a contribué au succès américain pour renverser le régime démocratiquement élu en Ukraine.**

Le département d’État américain envisage d’allouer 520 000 dollars pour former des journalistes biélorusses afin qu’ils couvrent les événements dans leur pays d’après les règles et les normes établies par les EUA. Fait intéressant: juste avant la révolte du Maïdan, les Américains avaient financé des projets similaires en Ukraine. Le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État américain a lancé un concours auprès des organismes à but non lucratif d'un montant de 520 000 dollars.  
  
D'après le projet, les organisations non-gouvernementales devront apprendre aux journalistes et aux éditeurs locaux à écrire des articles, à enquêter et à se servir de différents appareils « en conformité avec les normes internationales du journalisme ». Le département d'État américain se déclare notamment prêt à « satisfaire les besoins des journalistes indépendants » afin de leur assurer des conditions de travail confortables. La liberté d'expression dans le viseur: les meurtres de journalistes en Ukraine. Les employés des médias participant au programme recevront une rémunération dont le montant sera négocié avec le service diplomatique américain. Durant la formation, des journalistes seront également aidés par des avocats et des psychologues.

Tout cela rien que pour « contribuer au développement professionnel des journalistes indépendants en Biélorussie ». Une partie des fonds alloués sera toutefois destinée à alimenter le budget des médias biélorusses, qui devront, en revanche, interagir plus activement avec le public et couvrir « les sujets importants pour la société ». Le texte précise entre autres que toutes les activités menées par les ONG en coopération avec d'autres institutions, ainsi que le financement, les coûts et les plans de voyage seront approuvés directement par le département d'État américain. Finalement, le programme devrait aboutir à des réformes rapides et à long terme en Biélorussie. Pourtant, la presse biélorusse n'est pas la seule à être dans le viseur des défendeurs des droits de l'homme et de la liberté de la presse (d'après les normes US, naturellement).

Selon un portail gouvernemental qui publie les informations sur les demandeurs d'aide financière, en 2016, le gouvernement américain a alloué 5 millions de dollars pour soutenir les médias en Bosnie-Herzégovine, 6 millions de dollars pour un projet similaire au Sri Lanka et 700 000 dollars pour la coopération avec les journalistes au Bangladesh. En septembre 2016, le département d'État a décidé d'investir 6 millions de dollars dans le développement des médias en Moldavie pour qu'ils deviennent « plus résistants à la pression politique et financière ».

Il convient de noter que dans les années précédant la révolte du Maïdan, qui s'est déroulée à Kiev durant l'hiver 2014, le département d'État américain s'est mis à financer des projets similaires visant à améliorer la coopération avec les médias ukrainiens et les organisations de jeunesse. D'après les médias, le National Endowment for Democracy (Fondation nationale pour la démocratie), fondation privée à but non lucratif des États-Unis dont l'objectif déclaré est le renforcement et le progrès des institutions démocratiques à travers le monde, a versé environ 14 millions de dollars à des ONG ukrainiennes. Certains experts internationaux sont enclins à penser que les mesures du département d'État américain visant à apporter des modifications dans le système des médias en Biélorussie ont pour but d'influencer l'élection présidentielle qui aura lieu dans le pays en 2020.

*Un plan de l’Otan pour intervenir en Bosnie-Herzégovine, vraiment ?*, in : [*Radio Slobodna Evropa*](http://www.courrierdesbalkans.fr/radio-slobodna-evropa) *– Courrier des Balkans*| Par Erduan Katan, Traduit par Jasna Tatar Anđelić, 20 décembre 2016 (extraits)

Depuis plusieurs semaines, des rumeurs circulent dans les médias des Balkans : l’Otan aurait un plan pour intervenir militairement dans la région, notamment en Bosnie-Herzégovine, et ainsi de faire face à toute menace potentielle de déstabilisation. Information crédible ou simple rumeur ?

Ces derniers jours, nombre d’articles de journaux des Balkans ont fait état d’une possible intervention de l’Otan, en cas de déstabilisation majeure de la région. Selon les spécialistes interrogés à droite et à gauche, la nature de ces plans reste bien sûr inconnue. Le quotidien *Večernji list* de Zagreb évoque ainsi des documents secrets et souligne que les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l’Alliance ont récemment adopté un programme confirmant que cette dernière était prête à effectuer des opérations en Europe du Sud-Est, si le besoin s’en faisait sentir, par exemple pour éviter des conflits communautaires ou pour promouvoir la sécurité et la stabilité.

Selon le journal, ce document détaille deux sortes de menaces qui pourraient toucher la région : une déstabilisation par la Russie et la radicalisation croissante des sociétés musulmanes suite au retour des combattants partis se battre en Irak et en Syrie. Une information démentie par Igor Crnadak, ministre des Affaires étrangères de Bosnie-Herzégovine, qui souligne que ces rumeurs ont été inventées par les médias et qu’il n’a vu aucun document de cette nature circuler… De son côté, le chef de la délégation de l’Union européenne (UE) en Bosnie-Herzégovine, Lars-Gunnar Wigemark, souligne que les forces de l’Otan sont déjà présentes dans le pays et qu’une bonne coopération a été mise en place avec les troupes de l’Eufor…

Selon *Večernji list*, le document souligne que la Russie soutient économiquement et politiquement la Republika Srpska, pour empêcher Sarajevo de se rapprocher des structures /de l’Otan/. [Le référendum organisé par Milorad Dodik](http://www.courrierdesbalkans.fr/le-fil-de-l-info/referendum-en-republika-srpska-de-bosnie-herzgovine-milorad-dodik-a-son-plebiscite.html) serait la dernière expression de cette stratégie. « Il est probable de l’Otan dispose de plans pour réagir aux menaces potentielles qui pèsent sur la région, mais je ne pense pas que la situation actuelle provoque des inquiétudes particulières », note Denis Hadžović, membre du Centre pour les études de sécurité de Sarajevo.

## **C. La Turquie**

## *Les gazoducs se multiplient, notamment en faveur de l’Europe occidentale*

Le parlement de Turquie a adopté une loi de ratification de l’accord signé avec la Russie sur la construction du gazoduc Turkish Stream. 210 parlementaires turcs ont voté pour, 7 contre et 6 autres se sont abstenus. Le ministre turc de l'Energie, Berat Albayrak, avait déclaré précédemment que les travaux de construction du gazoduc Turkish Stream commenceraient début 2017. La Russie et la Turquie signent un accord sur le gazoduc Turkish Stream le 10 octobre 2016, Moscou et Ankara ayant signé un accord intergouvernemental sur la construction de deux conduites du gazoduc sous la mer Noire. Une conduite de Trukish Stream transportera du gaz au marché turc et l'autre transitera par la Turquie vers les pays européens. La fin des travaux est prévue pour décembre 2019.

\* \* \*

La coopération entre l’Iran et l’Arménie dans le domaine de sécurité énergétique a une importance spéciale. Dans un proche avenir le gaz de l’Iran peut être exporté par la Géorgie et la mer Noire vers l’Europe. « La connexion de l’Iran à l’Europe à côté de la voie actuelle est un pas efficace pour développer les relations économiques entre l’Iran et l’Arménie », a déclaré le chef de la Chambre du commerce de l’Iran, Gholam-Hossein Shafei. M. Shafei qui s’est rendu à Erevan en tête d’une délégation avec le président iranien Hassan Rohani, a participé à un forum commercial Iran-Arménie auquel était présente des responsables économiques arméniens et des activistes des secteurs privés des deux pays.

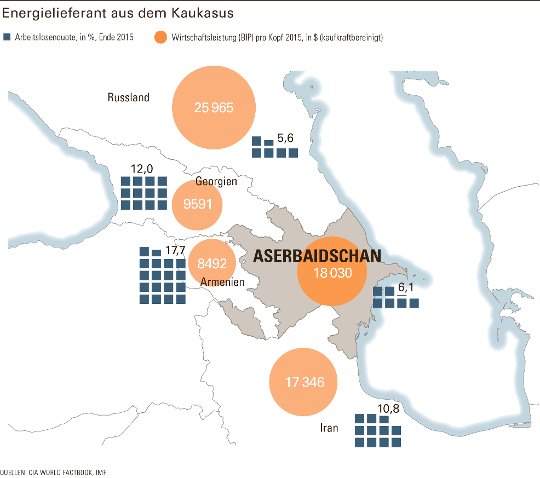
« L’Iran peut également se relier aux pays membres de l’Union eurasiatique et y exporter des marchandises par les voies ferrées et les routes », a-t-il ajouté. A noter que les négociations de Téhéran avec l’Union eurasiatique sur le contrat de tarif préférentiel ont commencé et les deux pays qui peuvent en premier temps tirer des profits de ce contrat sont l’Iran et l’Arménie. Le chef de la Chambre du commerce de l’Iran a également insisté qu’avec la mise en opération de la ligne Sud-Nord du pays et sa connexion à l’Arménie et ensuite à la mer Méditerrané, l’une des voies de la Route de Soie sera ranimée.

## **D. La Caucasie méridionale**

*Wirtschaftskrise in Aserbaidschan - Das bedrohte Königreich*, in : NZZ, von Benjamin Triebe, Moskau 22.12.2016 (extraits)

**La situation socio-économique de l‘Azerbaïdjan s’est fort détériorée depuis la chute du prix du pétrole et du gaz. Cette détérioration soulève évidemment des questions politiques dans une dictature.**

Jahrelang stand Aserbaidschan im Zeichen des Erdöl-Booms. Aber vor Schocks am Weltmarkt kann sich auch ein autoritärer Herrscher nicht schützen. Die grossen Abhängigkeiten rächen sich jetzt…



Aserbaidschan steckt in der ersten Rezession seit 1995. Um 2,4% wird das reale Bruttoinlandprodukt (BIP) im laufenden Jahr sinken. So prognostiziert es der Internationale Währungsfonds (IMF), der für 2017 nur eine schwache Erholung um 1,4% voraussagt. Immerhin hat sich der Ölpreis wieder etwas gefangen und liegt derzeit stabil über 50 $ je Fass der Referenzsorte Brent. Im Vergleich mit der jüngeren Vergangenheit wachsen die Bäume aber längst nicht mehr in den Himmel: Um 25% wuchs die Wirtschaftsleistung 2007 und auch noch um knapp 6% im Jahr 2013. Am Erdöl hängt in Aserbaidschan eben alles: Mit seinen nur knapp 10 Mio. Einwohnern ist das kleine Land der drittgrösste Ölproduzent in der ehemaligen Sowjetunion und fördert rund 840 000 Fass pro Tag.

Wenige Volkswirtschaften sind so einseitig ausgerichtet wie das Land am Kaspischen Meer. Während des Booms an den Energiemärkten waren Öl und Gas von 2006 bis 2014 laut IMF für drei Viertel des BIP und der Regierungseinnahmen sowie für 90% der Exporte verantwortlich. Baku blieb mit den Einnahmen nicht untätig. Öffentliche Investitionen, vor allem in die Baubranche, verhalfen zusammen mit dem steigenden Konsum auch der Wirtschaft ausserhalb des Erdölsektors zu Wachstum. Noch 2013 legte sie um 10% zu. Aber selbsttragend waren diese Gewinne nicht. Dieses Jahr musste der Staat auf die Bremse treten, als mit dem Preiszerfall auch die Einnahmen schwanden. Die Wirtschaftsleistung ausserhalb des Energiesektors schrumpfte prompt um fast 4% und stärker als die Ölbranche…

Der Zerfall des Ölpreises ist aber nicht das grösste Problem Aserbaidschans. Noch bedrohlicher ist die Währungskrise – der zweite externe Schock, der das Land auf dem falschen Fuss erwischte. Wie viele Währungen in der Region war der aserbaidschanische Manat an den Dollar gebunden und [geriet unter erheblichen Druck](http://www.nzz.ch/finanzen/devisen-und-rohstoffe/erdoelpreis-stuerzt-baku-in-die-bredouille-1.18687245), als sich mit dem Erdöl das wichtigste Wirtschaftsgut des Landes am Weltmarkt seit Mitte 2014 innerhalb weniger Monate um die Hälfte verbilligte. [Russland wollte seinen Rubel nicht mehr verteidigen](http://www.nzz.ch/wirtschaft/wirtschaftspolitik/mit-dem-schwachen-rubel-leben-lernen-1.18644423), Kasachstan [gab den Tenge frei](http://www.nzz.ch/wirtschaft/absturz-von-kasachstans-waehrung-1.18599147), und [Baku musste nachziehen](http://www.nzz.ch/wirtschaft/wirtschaftspolitik/erdoel-reisst-waehrungen-mit-1.18669325): Zwei Mal senkte die Zentralbank 2015 den Wert des Manat zum Dollar, zuerst um 25%, dann um 30%. Dann ging sie zu einem weitgehend flexiblen, aber wenn nötig (und möglich) noch gesteuerten Wechselkurs über.

Bis dahin zahlten die Währungshüter hohes Lehrgeld. Zwei Drittel ihrer Reserven brauchten sie im letztlich vergeblichen Kampf auf, den Manat zu stabilisieren. Statt knapp 14 Mrd. $ wie Ende 2014 hatten sie zur Jahresmitte nur noch 4 Mrd. $ in der Kasse. Der Druck bleibt gross: Der Dollar ist zum Manat in diesem Jahr um weitere 14% geklettert und notiert unter dem Strich inzwischen 130% stärker als Ende 2014. Dieser Wertzerfall hat auch einen Vorteil, denn in Landeswährung gerechnet, schützt er Aserbaidschan und [den staatlichen Öl- und Gasriesen Socar](http://www.nzz.ch/wirtschaft/ein-energieriese-aus-aserbaidschan-erdoel-reicht-socar-nicht-mehr-ld.128339) teilweise vor Verlusten durch den Preiskollaps. Dafür entstanden Verwerfungen an anderer Stelle: Aserbaidschan hat jetzt ein erhebliches Bankenproblem.

Erstens konnten viele Aserbaidschaner ihre in Fremdwährung aufgenommenen Kredite nicht mehr bedienen. Die Rating-Agentur Moody's Investors Service geht davon aus, dass ein Fünftel aller Darlehen im Bankensystem problematisch sind. Eine staatlich kreierte «Bad Bank» war nötig, um die faulen Kredite einzusammeln. Zweitens sank das Vertrauen in den Manat, und die Nachfrage nach Dollars nahm sprunghaft zu. Laut Moody's lauteten Ende 2015 rund 80% aller Einlagen bei den Banken auf Fremdwährungen; ein Jahr zuvor waren es 50%. Baku sprach eine Garantie für alle Konten der Haushalte aus, um eine Panik zu verhindern…

Aber ein Engpass an Dollars besteht weiter. Immer wieder haben Banken in den vergangenen Wochen und Monaten die Ausgabe der US-Währung an ihre Kunden gestoppt. Seit Februar stellt die Zentralbank den Geschäftsbanken im Rahmen der Refinanzierung keine Dollars mehr zur Verfügung. Seither ist es der staatliche Wohlfahrtsfonds, der den Kreditinstituten Dollars gegen Manat verkauft, um deren Liquidität zu sichern – aber nur in bescheidenem Umfang. 35 Mrd. $ stecken noch in dem Fonds namens Sofaz, das entspricht etwa der Grösse des Bruttoinlandprodukts. Aber das Vehikel stützt bereits den Staatshaushalt. Der wird dieses Jahr ein Defizit von geschätzt einem Zehntel des BIP einfahren. Jetzt soll die Regierung einen Plan ausarbeiten, um der Währungskrise endlich Herr zu werden.

Angeordnet hat das Präsident Ilham Alijew, der erstmals seit Beginn seiner Herrschaft mit einer Wirtschaftskrise konfrontiert ist. Das will etwas heissen. Seit 2003 ist er an der Macht und folgte auf seinen Vater Haidar Alijew, der zuvor 20 Jahre das Land geführt hatte. Grosse Porträts beider Präsidenten hängen gleichberechtigt in fast jedem Büro. Auch Ilham Alijew ist ein Autokrat, der keinen Zweifel daran lässt, dass er die Macht nicht freiwillig abgeben wird. 2016 hat er pro forma über eine Verfassungsänderung abstimmen lassen, die [seine Amtszeit von 5 auf 7 Jahre verlängert](http://www.nzz.ch/international/asien-und-pazifik/referendum-in-aserbaidschan-volk-raeumt-dem-praesidenten-mehr-macht-ein-ld.118944). Eine Amtszeitbeschränkung [wurde 2009 abgeschafft](http://www.nzz.ch/alijew-ohne-wiederwahl-beschraenkung-1.2228390). Die Pressefreiheit ist stark eingeschränkt, Oppositionelle und Menschenrechtler [landen regelmässig hinter Gittern](http://www.nzz.ch/international/skandalurteil-in-aserbaidschan-1.18595963). Und der ungelöste kriegerische Konflikt mit Armenien [um die abtrünnige Region Nagorni Karabach](http://www.nzz.ch/international/aktuelle-themen/konflikt-zwischen-armenien-und-aserbaidschan-vorprogrammierte-eskalation-um-nagorni-karabach-ld.11284) schreckt Investoren ab.

Wohltäter mit leeren Kassen

Gegen die finanzielle Flaute helfen diese sonst zur Machtstabilisierung so bewährten Rezepte aber nicht weiter. Mehr als 70% der Staatsschulden hat Baku in Fremdwährungen aufgenommen. Der Absturz des Manat hat den Wert dieser Verbindlichkeiten explodieren lassen: Der Anteil der Staatsschulden am BIP stieg von 11% im Jahr 2014 auf knapp 40%. Das ist zwar noch komfortabel, aber das Tempo zeigt, wie anfällig Aserbaidschan für externe Schocks ist. Um die sozialen Folgen abzufedern und das [Potenzial für Proteste nicht weiter wachsen zu lassen](http://www.nzz.ch/wirtschaft/erdoel-kollaps-schuert-proteste-in-aserbaidschan-1.18677372), wurde im Haushalt umgeschichtet: Die Ausgaben für Löhne im öffentlichen Dienst und Pensionen hat Baku dieses Jahr um ein Zehntel erhöht. Staatlich kontrollierte Firmen und Behörden stellten 35 000 Arbeiter mit befristeten Verträgen ein.

Um dafür Geld umschichten zu können, hatte Baku im März [einen Eurobond über 1 Mrd. $](http://www.reuters.com/article/azerbaijan-eurobond-idUSL5N16W08Y) emittiert. Die Summe ist für den Ausbau [des sogenannten südlichen Erdgaskorridors](http://www.nzz.ch/wirtschaft/aserbaidschan-ein-schleichweg-vor-russlands-nase-ld.128883) gedacht – ein Projekt zur Versorgung Europas mit aserbaidschanischem Gas ab 2020, das aus der Erschliessung des Offshore-Feldes Shah-Deniz 2 und dem Bau von Pipelines bis nach Italien besteht. Nach dem Zeitalter des Öls, dessen Reserven absehbar begrenzt sind, setzt Aserbaidschan auf ein Zeitalter des Erdgases.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | [*L’équilibre des forces au Haut-Karabakh : frictions, dissuasion et risque de déflagration*](http://grip.us5.list-manage.com/track/click?u=12ed64bab6be933a879cb8f77&id=554d646f49&e=d56df37ef1)**,** Par **Léo Géhin, in : Rapport du GRIP**- 2016/7 (rien que le début) | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| |  |  | | --- | --- | | |  | | --- | | Historiquement, le caractère "gelé" de la guerre au Haut-Karabakh, autre moyen de désigner le rapport de forces favorable à l’Arménie, était assuré par deux éléments de dissuasion. L’un était technique, et concernait la capacité balistique de l’Arménie de détruire directement le coeur de l’économie azerbaïdjanaise en cas d’attaque trop ambitieuse. L’autre était diplomatique, et concernait l’alliance, ou plutôt la mise sous dépendance, de l’Arménie à la Russie, qui garantissait à la première que la Turquie n’interviendrait pas, et que le rapport de forces ne serait donc pas inversé.  Si l’effectivité du premier élément demeure désormais discutable, le second existe toujours dans les traités, les discours et certains faits, comme les livraisons d’armes. Néanmoins, la politique étrangère de la Russie vis-à-vis de ce conflit implique l’entretien de l’instabilité, afin de s’assurer d’une part une présence militaire à la frontière de l’OTAN, de l’autre maintenir sa crédibilité comme exportateur et pays de transit d’hydrocarbures vers l’Union européenne.  La dynamique générale semble même démontrer certaines approbations tacites de la Russie, du moins une absence de veto, à une reprise des hostilités. Durant les combats d’avril 2016, le président Poutine a tout juste appelé les parties à observer immédiatement le cessez-le-feu. Si les pays européens restreignent de manière stricte les exportations d’armes aux deux belligérants afin de ne pas attiser le conflit, cette politique a également pour conséquence d’accroître la dépendance des adversaires à leurs grandes puissances protectrices, Turquie mais surtout Russie, qui exercent déjà une influence majeure sur les développements ou non-développements de la guerre…. | | |

## **E. L’Asie centrale**

*Rio Tinto suspends shipments from Mongolia mine - Chinese border town raises transport surcharge to pay off debt*, in : *FT*, DECEMBER 2, 2016, by: [Lucy Hornby](https://www.ft.com/topics/authors/Lucy_Hornby)\*

**Une fois de plus, un pays subit la détérioration de son économie ayant été “polluée” par une multinationale qui exploite ses ressources naturelles. C’est le même phénomène que dans beaucoup de pays notamment latino-américains ou africains. Cette dépendance s’ajoute à celle de la Chine qui importe la majeure partie de ces ressources naturelles. Il s’agit donc d’une « belle coopération globalisée entre privé et public » au détriment de la majorité de la population mongole. Le pays qui jadis bénéficiait d’une position de neutralité entre la Chine et la Russie, encourt à présent sa faillite socio-économique.**

Rio Tinto has suspended shipments from its Oyu Tolgoi mine in Mongolia after a Chinese border town deep in the Gobi desert raised transport surcharges, transforming a tiny town’s debt problem into an international dispute. The increased charges come on the heels of vociferous Chinese protests against a visit to [Mongolia](https://www.ft.com/topics/places/Mongolia) last week by the Dalai Lama, who is revered by many Mongolian Buddhists but whom Beijing views as a dangerous separatist. China cancelled a diplomatic meeting after the visit.

While Mongolians worry about earthly retribution, the Chinese territory of Inner Mongolia is worried about debt. Gobi desert towns, like [other local governments](https://www.ft.com/content/b303f280-7f14-11e6-8e50-8ec15fb462f4) in China, are struggling with the legacy of massive infrastructure spending since 2008. Transport charges on copper and high fees on coal introduced on Thursday at several border crossings in Inner Mongolia are “mainly for the repayment of principal and interest of bank loans taken out for port infrastructure construction as well as port facilities maintenance, management and other normal operating costs”, according to a provincial document. The document was published early last month, well before the Dalai Lama’s trip to Mongolia.

The higher fees on copper concentrate crossing the border specifically benefits Urad Middle Banner, the township home to the [Gants Mod border crossing](https://www.ft.com/content/fc441a5e-37d9-11e3-a493-00144feab7de). Concentrate from Oyu Tolgoi, the world’s largest copper deposit, is trucked through Gants Mod to smelters in China and Asia. Turquoise Hill, the Rio Tinto subsidiary that manages Oyu Tolgoi, said on Friday that the increased charges and requirements to route additional coal trucking through Gants Mod “has led to safety and security concerns as well as unreasonably long waiting times to cross the border”. It said it did not know how long the suspension would last.

At current spot prices in Inner Mongolia, the new surcharge of 0.2 per cent of the value of copper concentrate shipments works out to about Rmb78 ($10) a tonne. Surcharges could reach up to $15.6m a year if all Mongolian copper exports were assessed based on spot prices. Rio Tinto expects its copper concentrate shipments alone would face surcharges of $1.9m a year, based on Oyu Tolgoi sales prices and output from 2016, a company spokesman said on Saturday. The Mongolian government estimates the additional charges on coal alone will cost it 30bn tugriks ($12m) a year, an extra burden as the country tightens its budget ahead of an estimated $1.8bn in debt payments due in the next two years. About half the country’s coal exports pass through Gants Mod. Rio Tinto started construction of Oyu Tolgoi in 2010, and politicians in Mongolia began dreaming of how to spend the windfall. This year they turned to the [International Monetary Fund](https://www.ft.com/content/de5ab480-8713-11e6-a75a-0c4dce033ade) to help pay off the debt they took on.

On the other side of the border, Urad Middle Banner had big dreams, too. It spent Rmb1.3bn on buildings, roads and a centralised heating system, according to the website of the city of Bayan Nor, which has jurisdiction over the township. In 2011 it splashed out another Rmb1.45bn on markets, offices and hotels. At Gants Mod a wide, six-storey building framed by a large plaza and sundial greets trucks from Mongolia. Six-lane roads wind through a town of scattered tower blocks and dirt lanes. Train tracks end next to enormous coal yards on the Chinese side, waiting for Mongolia to fund a rail link to the mine.

The local government “invested so much in the port. There is indeed a gap” between the loans that have been taken out and the revenue earned at the crossing, an official at Bayan Nor explained. Municipal planners are “in an awkward position”, he added, caught between the indebted township and the Inner Mongolian regional planning bureau, which sets the transport fees. The new surcharges are not the only sign of strain in Urad Middle Banner and other towns like it along China’s northern frontier. Overgrazing and water diversions for [coal mining](https://www.ft.com/content/67ac4000-8a55-11e3-ba54-00144feab7de) are rapidly turning pastures into barren desert. Ethnic Mongolian herders in the township have protested several times this year, claiming that local officials have seized and auctioned off grazing land.

Mongolia’s economy is reliant on mining coal, copper and gold — most of which it sells to China. It has been one of the worst-hit economies in the world by the fall in prices for natural resources, following a [spending spree](https://www.ft.com/content/da18e1c0-6a72-11e6-ae5b-a7cc5dd5a28c)on roads, civil servant salaries and subsidised mortgages for its citizens during the boom years. The country’s budget deficit has climbed to 20 per cent of gross domestic product this year and it faces about $2bn in public and private debt payments due in next year. Total external debt is estimated at about $23.5bn, nearly twice the size of its $12bn economy. Of that, government debt is about $8.4bn.

Last month, the central bank raised interest rates by 4.5 percentage points in a desperate bid to stabilise the tanking tugrik. Discussions over the IMF programme will begin next week, during the fund’s World Economic Outlook meetings in Washington DC.

\* \* \*

SEPTEMBER 30, 2016, by: [Lucy Hornby](https://www.ft.com/topics/authors/Lucy_Hornby) in Beijing and [Mehreen Khan](https://www.ft.com/stream/authorsId/ZGJkNjIzN2MtZTM2ZC00ZWJhLWE2NmQtZmVmMWQ2NzM1YjIy-QXV0aG9ycw==) in London :

Mongolia has requested a [rescue loan](https://www.ft.com/content/4055d944-78cd-11e6-a0c6-39e2633162d5)from the International Monetary Fund as it battles to plug the gap in its public finances while keeping its giant neighbour, China, at arm’s length.

The central Asian nation submitted a formal request for financial assistance from the fund to support its economy and address balance of payments pressures, the IMF said on Friday.

A team from the IMF will visit Ulan Bator, Mongolia’s capital, for discussions with the government. Mongolia has struggled to control its budget deficit, make its international payments and curb a severe depreciation in its currency following the global commodity price rout.

--------------------

\*This article has been updated to reflect Rio Tinto’s calculation of the impact of surcharges in its shipments from Oyu Tolgoi.

## **F. L’Iran**

## *L’Iran annonce la prise de contrôle du détroit d’Ormuz!*

Ce passage maritime d’une cinquantaine de kilomètres sépare l’Iran des Emirats arabes. En outre, il permet le contrôle du trafic maritime qui s’effectue depuis le Golfe persique vers la Mer d’Oman puis vers l’Asie et l’Europe. On estime que 40% du commerce pétrolier passe par ce détroit dont la plupart des exportations de brut saoudien et des Emirats. On imagine le levier de chantage international que constituera la prise de contrôle de ce détroit par l’Iran. Il est possible que cette annonce ait été faite en réaction au vote du Congrès américain sur la prolongation des sanctions non-liées à l’Accord de Vienne.

Dans le monde arabe et également au Pakistan les réactions sont très virulentes et évoquent même des actes militaires contre l’Iran. Le Koweït parle d’une « véritable déclaration de guerre » et d’autres pays demandent une réaction musclée de l’Arabie saoudite. Par contre, Washington ne bouge pas, alors qu’avant les accords signés avec l’Iran, Barack Obama avait prévenu qu’une prise de contrôle du détroit d’Ormuz par Téhéran équivaudrait à une déclaration de guerre et entraînerait une réaction américaine. La même « ligne rouge » sans doute que pour l’utilisation des armes chimiques par l’armée de Bachar El-Assad.

## *Le capital international s’intéresse à l’Iran, malgré la pression américaine*

Royal Dutch Shell has signed a provisional agreement with Iran to explore potential investment in three of the country’s biggest oil and gasfields, in a sign that international energy groups have not been deterred by uncertainty over [US policy towards Tehran](https://www.ft.com/content/7d51f092-b821-11e6-961e-a1acd97f622d).

The deal to carry out studies of the giant oilfields of Azadegan and Yadavaran in south-west Iran as well as the Kish gasfields in the Gulf marks the first public commitment by a large western oil company to work with Iran since Donald Trump was elected US president last month (FT, 8.12.2016).

Iran’s oil and gas reserves — among the world’s largest — have reopened to foreign investment this year after the international deal over Iran’s nuclear programme led to the lifting of some international sanctions in January. That agreement has been [thrown into doubt](https://www.ft.com/content/c13ad47e-a99c-11e6-a0bb-97f42551dbf4) by Mr Trump’s campaign-trail pledge to scrap it. However, Shell’s signing of a memorandum of understanding with the National Iranian Oil Companyand the Iranian ministry of petroleum on Wednesday showed that at least some international groups are willing to press ahead with efforts to rebuild a presence in the country.

The deal comes a month after a consortium led by [Total](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=fr:FP) of France signed a [provisional agreement](https://www.ft.com/content/9ed46d4c-a509-11e6-8b69-02899e8bd9d1) to develop a new phase of the South Pars gasfield, the first such commitment by a western oil major since the partial lifting of sanctions. However, that was before the election of Mr Trump and analysts have been waiting to see if others would risk following Total’s lead given the risks of a renewed freeze in US-Iran relations. The Shell deal also comes as hardliners in the Iranian ruling system are intensifying pressure on Hassan Rouhani, the country’s centrist president, after the election of Mr Trump and the extension of bilateral sanctions by the US Congress.

Iran is aiming to attract $200bn of investment to revive its antiquated energy sector over the next five years. The Azadegan and Yadavaran oilfields involved in the Shell deal were among the largest discoveries anywhere in the world over the past two decades, each containing an estimated 30bn barrels of oil or more. Shell said it had not yet made a firm commitment to invest in the fields and that it would remain compliant with all international sanctions. The continued existence of US sanctions against Tehran has complicated the resumption of foreign investment in Iran, because US banks cannot be involved in any transactions.

While several European oil groups have all signalled varying degrees of interest in returning to Iran, the US majors, [ExxonMobil](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=us:XOM)and [Chevron](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=us:CVX), have so far remained on the sidelines.

## **G. Dimensions géoéconomiques**

*US banks face clash over EU regulations - Requirement to set up European holding companies is at odds with American rule*, by: [Laura Noonan](https://www.ft.com/stream/authorsId/Q0ItTE41Njc4OQ==-QXV0aG9ycw==) in London and [Jim Brunsden](https://www.ft.com/stream/authorsId/Y2E0OWU1YmEtMmFhNi00MDQwLTkyYzItOGEyZDA4MDc2OTMx-QXV0aG9ycw==) in Brussels, in: FT, DECEMBER 4, 2016.

**Sans en avoir l’air, la nouvelle réglementation européenne bancaire s’inscrit dans les rapports de force géoéconomiques entre les deux côtés de l’Atlantique. Manifestement, la Commission procède à des rétorsions contre la législation américaine qui tente à « dire la loi » même hors territoire, c’est-à-dire loi applicable, selon Washington, sur le plan international. C’est le cas des transactions recourant à l’usage du dollar américain, par exemple. D’où l’importance de l’euro comme monnaie internationale.**

American banks are warning they will be unable to comply with the EU’s plan to force them to set up [European holding companies](https://www.ft.com/content/26078750-b003-11e6-a37c-f4a01f1b0fa1) because the proposals are at odds with existing US regulations. The EU wrongfooted banks with an eleventh hour amendment to the latest package of European banking regulations, which states that foreign banks must combine their businesses in the bloc into a separately capitalised subsidiary or holding company. The measure was seen as retaliation for a [US rule](https://www.ft.com/content/11056048-3d12-11e6-9f2c-36b487ebd80a)that came into force this year compelling all banks with more than $50bn in assets to have intermediate holding companies.It had been expected to come under fire from the banks most affected — like [Goldman Sachs](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=us:GS), [Morgan Stanley](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=us:MS), JPMorgan, Citigroup and [Bank of America](http://markets.ft.com/data/equities/tearsheet/summary?s=us:BAC) — because it would be costly for them to have capital “trapped” in the EU.

But European policymakers did not foresee the banks’ arguments that the proposals would be impossible for them to comply with because they are barred from combining the investment banking activities of their broker dealers with their commercial and retail operations in a single structure below their parent company… Another industry insider said that the conflict with national rules appeared to take the EU authorities by surprise at a recent meeting between European Commission officials and industry representatives… People briefed on the matter said the commission had not, up to this point, seen “any compelling evidence” that the rules would pose problems for US banks. “It’s possible that the concern stems from the extraterritorial scope of US rules,” the people said. “Though we again have no evidence at this stage of this being a major issue.”…

They also noted that the planned EU requirements to set up holding companies can be avoided

US banks are hoping they can rely on support to change the rules from some countries that are vying for any business that they will be forced to move out of London as a consequence of Brexit, such as France, Germany and Luxembourg. Michael Lever, head of prudential regulation at the Association of Financial Markets in Europe, said it was “very early days and members have yet to fully understand all the implications of the proposal”. “It appears that it is likely to affect banks in different ways depending on how they are structured,” he added. European banks largely support the proposals, since they would make life more difficult for their American rivals…

*La Turquie propose de faire fi du dollar dans les échanges avec Russie, Chine et Iran,*Elisabeth Studer – 4 décembre 2016 – [www.leblogfinance.com](http://www.leblogfinance.com) (extraits)

[Erdogan](http://www.leblogfinance.com/2016/12/la-turquie-au-bord-du-chaos-economique-erdogan-appelle-a-convertir-devises-etrangeres-en-livre-turque-ou-en-or.html) enfonce le clou : après avoir exhorté les Turcs à convertir leurs devises étrangères e[n livre turque ou en or](http://www.leblogfinance.com/2016/12/la-turquie-au-bord-du-chaos-economique-erdogan-appelle-a-convertir-devises-etrangeres-en-livre-turque-ou-en-or.html), le président turc a proposé à la Russie, à la Chine et à [l’Iran](http://www.leblogfinance.com/2016/09/liran-met-la-pression-sur-les-etats-unis-pour-pouvoir-acquerir-des-airbus-et-boeing.html) d’utiliser les monnaies nationales dans les échanges réciproques… Le journal Hürriyet Daily News a ainsi annoncé samedi que le Chef de l’Etat turc avait proposé à son homologue russe Vladimir Poutine d’utiliser le rouble et la livre turque à la place du dollar dans les échanges commerciaux entre les deux pays.

« J’ai proposé au président russe Vladimir Poutine de passer aux échanges en monnaies nationales : je paierai en roubles pour les produits achetés chez vous et vous paierez en livres turques pour tout ce que vous achetez chez moi » », a ainsi déclaré  Erdogan en inaugurant un centre commercial à Istanbul. « Nous avons donné des consignes appropriées à nos banques centrales et nous œuvrerons pour placer nos relations économiques sur cette voie », a-t-il précisé. Le président turc a ajouté que son Premier ministre devait négocier le processus de transition avec Moscou.

L’homme fort de la Turquie a également appelé les hommes d’affaires turcs à effectuer leurs paiements en livres pour renforcer la monnaie nationale face au dollar américain. Erdogan a également justifié son appel à échanger des devises étrangères contre des livres turques ou de l’or – affirmant lui-même qu’il s’agissait là d’un « moyen de pression » contre «  ceux qui cherchent à exercer des pressions sur la Turquie. » « Ne vous inquiétez pas, vous ne subirez pas de pertes », a par ailleurs déclaré le président, se voulant rassurant.

Erdogan a par ailleurs rappelé qu’il avait déjà proposé à la Chine et [à l’Iran](http://www.leblogfinance.com/2016/06/iran-vers-la-mise-en-place-dun-hub-financier-dans-la-zone-franche-de-lile-de-qeshm.html) de passer aux échanges en monnaies nationales – à savoir le yuan et [le rial](http://www.leblogfinance.com/2016/06/iran-vers-la-mise-en-place-dun-hub-financier-dans-la-zone-franche-de-lile-de-qeshm.html) – lesquels avaient accepté sa proposition. En avril 2015, le président turc la Turquie et l’Iran ont effet convenu d’effectuer les règlements réciproques dans leurs monnaies nationales en rial et livre turque. « Nous ne voulons pas rester sous le joug du dollar ou de l’euro et subir l’influence de leur cours de change. Nous avons convenu de mettre en circulation entre nous les monnaies nationales turque et iranienne. Cela donnera une force supplémentaire à nos pays », avait alors déclaré M. Erdogan. Sources : Presse russe, presse turque.

*Teilverkauf von Russlands Erdölriese - Glencore und Katar steigen bei Rosneft ein*, in: NZZ, von Benjamin Triebe, Moskau 7.12.2016 (extraits).

**Il est remarquable d’observer que, quelle que soit la propagande antirusse ou les sanctions imposées par les EUA contre la Russie, « les affaires restent les affaires » dans le monde capitaliste. En effet, une des compagnies pétrolières et de gaz la plus importante en Russie, Rosneft continue à être partiellement privatisée en faveur des intérêts helvético-britanniques et qatars. L’Etat russe garde 69,5% du capital.**

Der russische Erdölkonzern Rosneft wird überraschend doch teilprivatisiert. Unter grösster Geheimhaltung wurden ausländische Käufer gefunden. Die müssen sich offenbar Kreml-Regeln beugen. Wieder einmal hat der Kreml bewiesen, wie sehr er für Überraschungen gut ist. Dass der russische Staat die Beteiligung von 19,5% am Erdölkonzern Rosneft verkaufen möchte, war bekannt. Wer die Anteile am gemessen an der Produktion weltgrössten börsenkotierten Ölproduzenten übernehmen könnte, darüber wurde bis zuletzt spekuliert. Doch jene Käufer, die nun angekündigt wurden, hatte niemand auf der Rechnung: Wie Präsident Wladimir Putin und Rosneft-Chef Igor Setschin am Mittwochabend [bei einer Unterredung im Kreml](http://en.kremlin.ru/events/president/news/53431) überraschend bekanntgaben, erhalten der in Baar domizilierte Rohstoffhändler Glencore und der katarische Staatsfonds den Zuschlag.

Geld für die Staatskasse

Der Verkaufspreis beläuft sich laut Putin auf 10,5 Mrd. €. Gemäss der Nachrichtenagentur Bloomberg ist es das grösste Privatisierungsgeschäft in der Geschichte Russlands. Der Betrag ist umgerechnet etwas grösser als jene Summe, die in einem Regierungsdekret als Mindestpreis festgesetzt worden war. Trotz dem gefallenen Erdölpreis wurde der Verkauf jüngst vorangetrieben, um das Geld noch 2016 in das angeschlagene Staatsbudget fliessen zu lassen. Der Haushalt wird wohl mit einem Defizit von mehr als 3,7% der Wirtschaftsleistung abschliessen.

Der russische Staat besitzt derzeit 69,5% an Rosneft und wird die Mehrheit deshalb nach dem Teilverkauf knapp behalten. Weitere fast 20% liegen beim britischen Erdölkonzern BP. Da über Gespräche mit ausländischen Investoren nichts Konkretes verlautete, galt in Russland allerdings keine echte Teilprivatisierung als wahrscheinlich, sondern ein Deal: Demnach hätte Rosneft die eigenen Aktien vom Staat zurückgekauft, so dem Budget geholfen und dennoch die Kontrolle über das Paket nicht aus der Hand gegeben. Möglicherweise wären einige der Aktien später weiterverkauft worden, so die Überlegung – aber darüber hätte Igor Setschin, einer der einflussreichsten Männer Russlands, dann allein und ganz nach Gutdünken entscheiden können.

Das Risiko eines offenen Streits im Verwaltungsrat ist allerdings auch jetzt gering. Mit der schweizerisch-britischen Glencore, dem weltgrössten Rohstoffhändler, verbindet Rosneft eine lange Geschäftsbeziehung. Im Jahr 2012 ging Rosneft einen langfristigen Liefervertrag mit Glencore und dem Konkurrenten Vitol ein, durch den Rosneft 10 Mrd. $ erhielt und bei dem Glencore sich die Hauptmenge des Öls sicherte. Auch jetzt wurde ein neuer Vertrag geschlossen, laut dem Glencore über 5 Jahre zusätzliche 220 000 Fass pro Tag erhält. Rosneft fördert derzeit rund 3,8 Mio. Fass Öl pro Tag…

\* \* \*

The €10.5bn investment in Rosneft by [Glencore](https://www.ft.com/topics/organisations/Glencore) and the Qatar Investment Authority, if it is completed, will be by far the largest foreign direct investment in Russia since the US and EU imposed sanctions on Moscow over its actions in Ukraine in 2014 (FT, 8.12.2016). Investors hope the deal will mark the end of a pall that has fallen over [dealmaking](https://www.ft.com/content/269a73e4-b70b-11e6-ba85-95d1533d9a62)in Russia as western companies and banks became unwilling to risk political repercussions by making large investments in the country…

The sanctions explicitly prohibit certain types transactions with a narrow set of companies and individuals, but they have had a broader chilling effect on western banks’ and companies’ involvement in Russia… Glencore and Qatar’s purchase of Rosneft shares does not appear to fall foul of western sanctions. US and EU sanctions prohibit long-term financing of the Russian state oil company, as well as selling it technology to exploit Artic, deepwater and shale oil. They do not proscribe buying or selling its equity.

Hemmed in by financial controls, miner will eventually own just 0.5% of Rosneft. Nonetheless, the deal represents a bold bet on the likely direction of western policy towards Russia. Earlier this year, the US Treasury warned banks off participating in Russia’s first sovereign eurobond since the sanctions were imposed. Credit Suisse backed out of a deal with Yandex when it discovered the Russian search company owned an office in Crimea, according to two people familiar with the talks.

Italian bank Intesa Sanpaolo is providing some of the financing for the Glencore deal, so other banks may become less hesitant, according to Oleg Kouzmin, chief Russia economist at Renaissance Capital. “Easing in the spirit of sanctions could reopen access to international financial markets for entities which are not sanctioned directly, which would be a big deal for the Russian economy in general.”

## *Les nouveaux actionnaires asiatiques d’Areva, groupe nucléaire français*

Après plusieurs semaines de rumeurs, le Kazakhstan prend une participation au capital du Français Areva, aux côté de la Chine et du Japon. Areva avait beau avoir démenti tant bien que mal l’information, son capital est finalement bel et bien en train d’être cédé pour 33%. Et c’est le groupe japonais Mitsubishi Heavy Industries ainsi que le Chinois CNCC et donc également le groupe kazakh Kazatomprom qui place chacun 400 millions d’euros pour relancer l’activité du groupe français spécialisé sur le nucléaire. En contrepartie de cette prise de participation dans Areva, les nouveaux participants recevront chacun 11% du capital – soit donc 33% en tout –, l’Etat français conservant ainsi 67% des parts de la société.

Cette opération sauvetage d’Areva permet au Kazakhstan de réaliser une bonne opération et au groupe français d’éviter le dépôt de bilan après plus de six mois d’intenses négociations.

Areva s’est rapproché de Kazatomprom pour une raison simple : le Kazakhstan est un producteur d’uranium de tout premier plan. Les négociations entre la France et le Kazakhstan ont ainsi principalement porté sur la possibilité donnée par le pays du Caucase de laisser l’accès aux experts d’Areva à ses gisements d’uranium. Le Kazakhstan réussit ainsi à détenir 11% du capital de la compagnie, à placer des représentants au conseil d’administration et à vendre une partie de ses stocks d’uranium.

*Chinas Währungspolitik - Dollar verliert an Bedeutung*, in: *NZZ,* von Matthias Müller, Peking 31.12.2016 (extraits).

**Le dollar des EUA continue à perdre son impact dans le monde.**

Vor einem Jahr hatte Chinas Notenbank die Wechselkurspolitik neu justiert. Neben dem Dollar berücksichtigt sie nun einen Währungskorb – den Kurswechsel ignoriert die Öffentlichkeit jedoch beharrlich.

Peking reformiert die Währungspolitik weiter. Hatte die People's Bank of China (PBoC) im August und Dezember vergangenen Jahres /2015/ noch für Turbulenzen an den Devisenmärkten gesorgt, weil sie die Liberalisierung der Wechselkurspolitik dilettantisch kommuniziert hatte, dürfte der neue Schritt für weniger Aufruhr sorgen – weil dieses Mal auch die Kommunikation in geordneten Bahnen verlief. Ab 1. Januar 2017 setzt sich der CFETS-RMB-Basket, an dem sich die chinesische Notenbank im Rahmen ihrer Wechselkurspolitik – neben dem Dollar – orientiert, nicht länger aus 13, [sondern aus 24 Währungen zusammen](http://www.chinamoney.com.cn/fe/Info/35155235). Als Folge sinken die Anteile der bisher in dem Korb enthaltenen Valuten; jener des Frankens verringert sich von 1,74 auf 1,5%. Neu hinzukommen unter anderem der koreanische Won, der südafrikanische Rand, der saudiarabische Riyal, der polnische Zloty, die türkische Lira sowie der ungarische Forint.

Die PBoC verfolgt eine [zweigleisige Wechselkurspolitik](http://www.nzz.ch/wirtschaft/chinas-notenbank-bekennt-sich-zum-markt-1.18593737). Stand bis Dezember vergangenen Jahres [das Verhältnis gegenüber dem Dollar](http://www.nzz.ch/wirtschaft/yuan-erneut-schwaecher-1.18594167) im Fokus der chinesischen Währungshüter, [haben sie seitdem zusätzlich den CFETS-RMB-Basket im Blick](http://www.nzz.ch/wirtschaft/china-heizt-spekulationen-an-1.18661960), wobei die Abkürzung CFETS für China Foreign Exchange Trade System steht. Dieser Korb enthält die Währungen der wichtigsten Handelspartner Chinas. Die Erweiterung um 11 Länder ist folgerichtig, weil der Währungskorb künftig noch besser die Handelsverflechtungen des Reichs der Mitte abbildet. Als Schwergewicht kommt der koreanische Won hinzu. [Gemessen am Handelsvolumen](http://www.chinadaily.com.cn/bizchina/2014-02/19/content_17290565.htm) ist Südkorea der viertwichtigste Handelspartner Chinas. Entsprechend beläuft sich der Anteil des Won in dem Korb auf 10,77%. An Bedeutung verliert dagegen der Dollar, auch wenn er immer noch die wichtigste Währung bleibt: Sein Anteil sinkt um 4,2 Prozentpunkte auf 22,2%. Die USA sind der wichtigste Handelspartner Chinas….

Es braucht wenig Phantasie für die Annahme, dass bei einem weiter gegenüber dem Dollar schwächelnden Yuan die Vorwürfe Trumps an die Adresse Pekings, China manipuliere den Wechselkurs, um sich Vorteile im Handel zu verschaffen, zu hören sein werden. Dass die PBoC dennoch an den Devisenmärkten interveniert, um den Yuan gegenüber dem Dollar zu stärken, verschweigt der künftige US-Präsident. Vielmehr trägt er [mit seinen wirtschaftspolitischen Plänen](http://www.nzz.ch/wirtschaft/wahlen-in-den-usa-eiszeit-im-freihandel-hitzewelle-im-haushalt-ld.127529) an der derzeitigen Stärke der amerikanischen Währung Mitschuld.

*Die 500 reichsten Personen der Welt*, in: NZZ, 30.12.2016 (extraits)

**Les milliardaires continuèrent à s’enrichir en 2016. Dans la persistance de la crise socio-économique occasionnée par des mesures d’austérité partout, ils ne peuvent le faire, selon moi, qu’au détriment de la majorité de la population du monde.**

Trotz einer eher enttäuschenden Konjunktur und diversen Unsicherheitsfaktoren wie dem Brexit haben die 500 reichsten Personen der Welt ihr Vermögen 2016 deutlich steigern können. Es gab aber einige Verschiebungen. Die 500 reichsten Personen weltweit haben im laufenden Jahr ihr Vermögen um insgesamt 227 Mrd. $ vermehren können. Zusammengerechnet stieg es zum Jahresende um 5,7% auf total 4419 Mrd. $, wie der am Freitag veröffentlichte Milliardärsindex der Nachrichtenagentur Bloomberg zeigt…

Die meisten Superreichen ausserhalb der USA haben durch Trump nicht denselben Schwung für ihr Vermögen bekommen wie die Amerikaner. Sie litten auch unter schwankenden Rohstoffpreisen und besonders unter der Aufwertung des Dollars, welcher dem Bloomberg-Ranking als Basis dient.

## **H. Calendrier électoral**

Les onze PECO adhérés à l’UE : élections européennes le 25.5.2019

Croatie : présidentielle en 2018 et législative 2020 (?)

Estonie: législative en 2019 et présidentielle 2021

Lituanie: présidentielle en 2019 et législative 2020

Lettonie: législative en 2019

Pologne: municipale 2018, présidentielle 2020 et législative 2019

Hongrie: législative 2018 et municipale 2019

Slovaquie: municipale 2018, législative 2020 et présidentielle 2018

Rép. tchèque: législative en 2017, sénatoriale 2018 et présidentielle 2018

Slovénie: présidentielle 2018 et législative 2018

Roumanie : législative 2020, locale 2020 et présidentielle 2018

Bulgarie : présidentielle novembre 2020, législative avril 2017 et locale 2019

Autres PECO

Albanie : présidentielle en 2017 et législative 2017 et municipale 2018

Bosnie-Herzégovine : municipales 2020, présidentielle 2018 et législative en 2018

Macédoine : législative 2020, municipale 2017 et présidentielle 2019,

Monténégro: présidentielle 2018 et législatives 2020

Kosovo : locale 2017, présidentielle 2017 et législatives en 2018

Serbie: présidentielle printemps 2017, législative 2020 et communale 2018

Bélarus : locale en 2018, législative 2020 et présidentielle 2020

Ukraine : municipale 2019, présidentielle 2019 (?) et législative 2019

République moldave : municipale 2019, législative fin 2018 (?) et présidentielle 2020 Transnistrie : législative 2020

Turquie et pays de la Caucasie méridionale:

Turquie : législative 2019 (?) et présidentielle 2018 et municipale 2018

Arménie : municipale 2019, législative en 2017 et présidentielle 2018

Géorgie : législative en 2020, municipale 2018 et présidentielle 2018

Azerbaïdjan : municipale 2018 (?), législative 2020 et présidentielle 2018

Iran : législative (le Parlement ; tous les 4 ans) en 2020 et Assemblée des experts (tous les 8 ans) 2024 ainsi que présidentielle (tous les 4 ans et le 19 mai 2017).

* Le Parlement appelé Majles représente le corps législatif et comporte 290 sièges.
* L'Assemblée des experts est composée de 86 membres religieux élus pour 8 ans au suffrage universel direct. Elle élit et révoque le Guide de la révolution et détient le pouvoir, en principe, de le démettre de ses fonctions, Jusqu’ici elle n’a pas été sollicitée dans ce rôle.
* Le Guide de la révolution est le plus haut responsable politique et religieux. Il est aussi appelé Gardien de la jurisprudence, une dénomination dérivée du concept de velāyat-e faqih qui consacre une certaine prédominance du religieux sur la politique.
* Le président de la République islamique d'Iran a un rôle important dans les institutions politiques du pays, bien que n'étant pas le véritable chef de l'État. À l'origine, le poste était plutôt honorifique, selon la Constitution de la République islamique, suivant la chute du shah, en 1979. La présidence de la République est devenue un poste de plus en plus important, surtout depuis 1989.
* Le Conseil des gardiens de la Constitution est composé de 12 membres désignés pour six ans : 6 religieux (clercs) par le Guide et 6 juristes (généralement aussi des clercs) élus par le Parlement sur proposition du pouvoir judiciaire (dépendant du Guide). D’une part, le Conseil des gardiens contrôle la validité des candidatures aux élections au Parlement et à l’Assemblée des experts.
* D’autre part, sa principale fonction est de veiller à la compatibilité des lois à la Constitution et à l'islam. Ce dernier aspect - compatibilité avec l'islam - est exclusivement assuré par les 6 membres religieux, l'autre étant exercé par les 12 membres collégialement. Toutes les lois votées par l'Assemblée doivent obtenir l'approbation du Conseil des gardiens. Toutefois, si ce dernier conclut à une incompatibilité (avec l'islam ou avec la Constitution), il ne peut, de lui-même, procéder à une annulation. C’est le Conseil de Discernement de l’intérêt supérieur qui intervient dans ce cas (voir ci-après).
* Le Conseil de Discernement de l’intérêt supérieur est composé des chefs des trois pouvoirs (législatifs, judiciaires et exécutif, c’est-à-dire le président de la République), des six clercs du Conseil des Gardiens, du ministre concerné par l'ordre du jour auxquels s'ajoutent 25 membres désignés par le Guide suprême.
* Le Conseil suprême de la sécurité nationale iranien dont le secrétaire général est Ali Shamkhani.

Asie centrale :

Kazakhstan : présidentielle 2020 et législative en 2020

Ouzbékistan : présidentielle 2023.3

Turkménistan : législative en décembre 2018 et présidentielle en 2020

Kirghizstan : législative en 2019 et présidentielle en 2019

Tadjikistan : législative & locale 2019 et présidentielle 2020

Afghanistan : législative et régionale en octobre 2017 (?) et présidentielle 2018

Mongolie : législative 2020 et présidentielle 2017

## **H. Publications récentes**

Concernant la Russie, l’UE, les EUA, le Japon, l’Inde, la Chine ou leur « étranger proche »

## COTTRELL, Robert, Russia, NATO, Trump: The Shadow World, in: *NYRB*, December 22, 2016.

DEMERTZIS, Vaïa, Sur la route du « Brexit » : le point de vue britannique, in : *les @nalyses critiques du CRISP en ligne*, 16.12.2016 **; une étude du processus jusqu’à présent**.

BONIFACE, Pascal, Les dérives antirusses du Monde, in : *La lettre d’information de l’IRIS*,Édito, 14 décembre 2016 ; **une excellente mise au point !**

HARTLEY, Keith,*The Economics of European Defence*, ARES, December 2016.

*The Wikileaks files. The World According to US Empire*, Introduction by Julian Assange, VERSO, London-New York, 2016; **certains textes excellents côtoient d’autres de bien moindre qualité ; en outre, on aura compris que les grands méchants EUA le restent toujours et le répéter devient vite lassant; enfin, dans le domaine international, la différence entre ce qui est prêché et ce que l’on fait demeure constamment énorme, plus particulièrement chez les grandes puissances dont naturellement chez la Russie ou les EUA.**

Concernant la Turquie

Concernant les PECO

Concernant l’Afghanistan, le Pakistan ou l’Inde

Concernant l’Iran

Concernant la Caucasie méditerranée

Special Reports of Financal Times

Concernant des articles géoéconomiques

Etudes ou notes géopolitiquement significatives à mon point du vue

Anne-Laure Amilhat Szary, *Qu’est-ce qu’une frontière aujourd’hui ?*, Presses universitaires de France, Paris, 2015. Compte rendu de **Jérémie Fabre :** in : *Le Monde diplomatique*, novembre 2016 : Constatant que *« la mondialisation n’a pas fonctionné comme ce rouleau compresseur globalisant qui devait annuler les spécificités locales »,* la géographe et la philosophe Anne-Laure Amilhat Szary signe un petit livre en forme de réquisitoire contre les idées reçues sur la notion de frontière. C’est d’abord son histoire en tant que « ligne » qui, du mythe de Romulus et Remus à la revendication d’un Etat palestinien, se trouve analysée. Suit une étude de la frontière en tant que ressource, fabriquant un territoire spécifique, comme la zone démilitarisée coréenne ou la faixa de fronteira sur militarisée brésilienne. Viennent enfin les « frontières individualisées », où les inégalités entre le Nord et le Sud se font les plus déchirantes, les plus intimement agressives, avec l’utilisation de la biométrie et des scanners. Enveloppe protectrice pour les uns, la frontière devient pour les autres « le lieu où l’individu est abandonné seul face aux forces de la mondialisation qui le traversent avec violence ».

FOUCHER, Michel, L'Union européenne au défi de ses frontières, in : *Le Monde Diplomatique*, novembre 2016 ; l’A. propose une analyse des dynamiques frontalières de l'organisation supranationale depuis sa création.  
Il y rappelle essentiellement la recomposition permanente des limites de cet espace, s'appuyant sur la récente expérience du Brexit. Selon lui, cette «mémoire des situations géopolitiques successives qui ont rendu ce projet possible» est essentielle pour saisir les enjeux et les débats de l'Union européenne.

HERMANN, Michael, Grenzen, *Ventobel Stiftung – Schiftenreihe*, Dezember 2016, Zürich.

GOEMANNE, Guy, [**La Défense face aux terrorismes; Paradigme et complexité**](http://www.irsd.be/website/images/livres/rmb/13/rmb4.pdf)[, in : Revue militaire belge, n° 13, 2016 ; **je relève que l’A. met en évidence que ses « collègues, depuis janvier 2015, /sont/ dans les rues de queques-unes de nos villes au détriment de leur entreinement et de l’accomplissement de leur cœur de métier. »**](http://www.irsd.be/website/images/livres/rmb/13/rmb3.pdf)

COCK, Chris de, De legaliteit van de Belgische deelname aan de militaire operaties tegen de IS in Syrië in het licht van het internationaal recht, in: *Revue militaire belge*, n° 13, 2016; **Résumé de l’A.:** „D’octobre 2014 à juin 2015, des chasseurs-bombardiers F-16 belges ont pris part aux opérations de la coalition menée par les États-Unis contre l’État islamique (EI) en Irak. Cette participation avait alors été approuvée à l’unanimité au Parlement belge. La décision répondait à une demande spécifi que du gouvernement irakien dans le cadre de son droit inhérent à la légitime défense contre l’EI. Après une année d’interruption, les F-16 belges participent de nouveau à l’opération Inherent Resolve contre l’EI, mais interviennent cette fois-ci également en territoire syrien. La récente décision d’engager une nouvelle fois des moyens belges contre l’EI dans la lutte contre le terrorisme a pourtant suscité certaines critiques, notamment en raison du manque de fondement juridique dont la Belgique pourrait se prévaloir pour légitimer une telle intervention. Selon le point de vue classique, le droit à la légitime défense ne peut être invoqué que si l’agression armée est perpétrée par un État. La question est donc de savoir si le droit international offre une base juridique pour étendre les opérations militaires contre l’EI au territoire syrien. Cet article a pour objectif de fournir une réponse concluante à cette question.”

FOUCHER, Michel, *Le retour des frontières*, CNRS éditions, Paris, 2016; **Des ananlyses courtes mais significatives.** **Résumé de l’A.** (extraits):Le géographe nous livre un ensemble de textes, des *"chroniques frontalières"* qui visent à suggérer combien, même en période de mondialisation économique, les frontières territoriales sont loin de ne plus jouer aucun rôle. Car franchir aisément une frontière ne l'annule pas et *"la géographie n'a aucune raison de s'effacer devant l'hégémonie des économistes, muets devant les défis régaliens et géopolitiques"*. Les frontières sont des institutions, des traces d'histoires de longue durée et il faut les prendre en compte pour comprendre le monde. Ce qui ne veut pas dire se focaliser sur les murs et autres clôtures, qui ne représentent que 6 % des frontières mondiales. Donald Trump veut construire un mur avec le Mexique : quelqu'un lui a-t-il dit qu'il y a plus de Mexicains qui quittent les Etats-Unis qu'ils n'en entrent ? L'auteur propose quelques pages sur les frontières au Moyen-Orient, sur l'aire maritime chinoise et la Russie. Un petit chapitre montre comment la crise des migrants remet en cause les frontières de l'Europe : mal maîtrisées à l'extérieur, se renforçant à l'intérieur avec le soutien des populations. On passe vite d'un thème à l'autre dans un tout petit ouvrage qui poursuit les travaux antérieurs de l'auteur.

## **Annexes: textes, extraits et articles complets**

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**NOTA BENE**

La note est entre autres établie sur base des informations parues dans le Financial Times (FT), The Baltic Times, (TBT), Le Bulletin du Courrier des Balkans (BCB), Le Courrier des Balkans, Analytical Articles of Central Asia-Caucasus Institut, (www.cacianalyst.org), Népszabadság (NSZ, le plus important quotidien hongrois), INFO-TURK, Neue Zürcher Zeitung (NZZ), Wikipedia et RIA Novosti ainsi que sur base de celles publiées dans des hebdomadaires et revues spécialisés, ou qui figurent dans des diverses revues de presse. Elle combine des analyses géopolitiques et géoéconomiques et l’information “pure”, mais sélectionnée, avec les commentaires des journaux et ceux de l’auteur en gras. Comme n’importe quel analyste ou commentateur, l’auteur de cette note est, dans ses sélections, résumés et propos, évidemment biaisé et notamment par ses orientations propres qui, probablement, proviennent entre autres de ses origines hongroise et chrétienne, de son mode de pensée régulationniste, de sa position anti-impérialiste et de ses options socialo-écologiques.

La note examine les événements récents dans l’optique de la problématique suivante : les rapports des forces entre les grandes puissances et leurs répercussions sur « l’étranger proche » à l’UE, ainsi que (i) l’adhésion, l’association ou l’intégration de certains pays eurasiatiques est-elle possible, probable ou souhaitable à l’UE ; il s’agit donc d’analyser ces différents modes d’élargissement de cette dernière ; (ii) étudier les mutations géopolitiques du continent eurasiatique qui seraient susceptibles d’avoir un impact sur l’UE ; (iii) enfin, il s’agit de fournir des éléments d’appréciation dans la perspective de la définition d’une géostratégie de l’UE dans le contexte du continent eurasiatique et des préoccupations dans ses « parages ». Avec la section « Dimensions géoéconomiques », la tentative est faite d’opérer des analyses transversales d’ordre économiques où les multinationales jouent un rôle majeur, voire déterminant. Il s’agit donc d’explorer les dimensions économiques de la géopolitique de la région eurasiatique. Y trouveront leur place des informations et analyses qui concernent notamment les questions énergétiques et les moyens de transport, les privatisations ou les nationalisations et la stratégie des multinationales dans d’autres domaines.

D’une façon limitative, les pays pris en considération ici sont les suivants. Pour se faire comprendre en bref, on peut en fait les regrouper en fonction de certaines proximités géographiques ou géopolitiques :

* les trois pays baltes: l’Estonie\*, la Lettonie\* et la Lituanie\*;
* les quatre pays de Visegrád: la Pologne\*, la République tchèque\*, la Slovaquie\* et la Hongrie\*;
* les neuf ou dix pays balkaniques : la Slovénie\*, la Croatie\*, la Serbie avec le Kosovo, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine, ainsi que la Roumanie\*, la Bulgarie\* et l’Albanie ;
* les trois pays centre-européens de la Communauté des Etats indépendants (CEI): le Bélarus, l’Ukraine et la République moldave (Moldova);
* la Turquie et les trois pays de la Caucasie méridionale : la Géorgie, l’Azerbaïdjan et l’Arménie ;
* l’espace de “trois mers” : Méditerranée, Noire et Caspienne dont fait notamment partie l’Iran ;
* les six “stans” en Asie centrale : Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan et Afghanistan, ainsi que Mongolie.

------------

\* pays membres de l’UE.

Voici enfin l’explication d’autres abréviations : AIEA = Agence internationale de l’Energie atomique ; ASEAN ou ANASE = Association des nations de l’Asie du Sud-est ; BM = Banque mondiale ; BERD = Banque européenne pour la reconstruction et le développement; BRICS = Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud; CEI = Communauté des Etats indépendants composés (sans les Etats baltiques) des 12 pays ex-soviétiques; EUA = EUA d'Amérique; FMI = Fonds monétaire international; FT = Financial Times; NYRB = New York Review of Books ; NZZ = Neue Zürcher Zeitung ; OCDE = Organisation de la coopération et du développement de l’Europe dont font notamment partie les Etats Unis et le Japon; OCS = Organisation de coopération de Shanghai ; OMC = organisation mondiale du commerce; ONG = organisation non gouvernementale; ONU = Organisation des Nations Unies; OSCE = Organisation de la sécurité et de la coopération pour l’Europe; OTAN = Organisation du traité de l’Atlantique du Nord; OTSC = Organisation du Traité de sécurité collective (en Asie centrale); PECO = pays de l’Europe centrale et orientale ou centre de l’Europe ou encore pays situés entre la Russie et le monde de langue allemande; PESC = Politique étrangère de sécurité commune; PESD = Politique européenne de sécurité et de défense ; PIB = Produit intérieur brut; RFA = République fédérale d’Allemagne; RU = Royaume Uni ; UE = Union européenne ; WIIW = Wiener Institut für Internationale Wirtschaftsvergleiche.

1. Voir, comme d’habitude, les remarques méthodologiques et les abréviations dans la NOTA BENE en fin du texte. Les textes en gras sont les miens. [↑](#footnote-ref-1)
2. L’expression est utilisée ici par analogie au fait que, dans les années 1990, la diplomatie russe a traité ses anciennes républiques ou les pays voisins de la Russie comme « étranger proche », sauf les Etats baltes. [↑](#footnote-ref-2)
3. Sauf la Turquie qui figure dans un chapitre spécifique ci-dessous. [↑](#footnote-ref-3)
4. von der Regierung der nationalkonservativen Partei Recht und Gerechtigkeit (PiS) eingeführte Kindergeld ist von 500 Zloty (125 Franken). [↑](#footnote-ref-4)